

Sentiment d'insécurité et préoccupation sécuritaire

En plus du recueil des différentes victimations, l'enquête « *Cadre de vie et sécurité* » consacre chaque année depuis son origine en 2007, une série de questions relatives à l'insécurité ressentie par les enquêtés à leur domicile, dans leur quartier ou leur village. À la question « *Vous arrive-t-il de vous sentir en insécurité dans votre quartier ou dans votre village ?* », 4 modalités de réponse sont proposées : « *oui souvent* », « *oui de temps en temps* », « *oui rarement* » ou « *non jamais* ». La réponse la plus fréquente est « *non jamais* ». Elle regroupe chaque année depuis 2007 environ 80 % des personnes âgées de 14 ans ou plus. Une proportion stable d'enquêtés (entre 8 % et 10 %) répondent chaque année « *oui rarement* ». Restent les personnes ayant répondu « *oui souvent* » ou « *oui de temps en temps* » considérées dans ce rapport comme les personnes se sentant en insécurité dans leur quartier ou leur village¹.

En 2019, 5,9 millions de personnes âgées de 14 ans ou plus de France métropolitaine ont déclaré se sentir souvent ou de temps en temps en insécurité dans leur quartier ou leur village, soit 11 % de la population dans cette tranche d'âge. Le sentiment d'insécurité dans le quartier ou le village est relativement stable sur la période 2007-2019 couverte par l'enquête. Néanmoins on distingue une période de légère hausse entre 2008 et 2013, suivie d'une stabilisation.

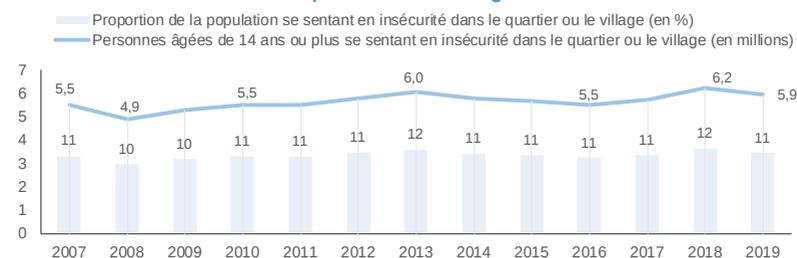
1 Ce choix a un impact sur les niveaux d'insécurité affichés mais pas sur les évolutions. Ainsi aucun phénomène émergent n'est donc masqué par cette convention.

En 2019, les régions Île-de-France, Hauts-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur se distinguent avec une proportion de personnes se sentant en insécurité dans le quartier ou le village de respectivement 16 %, 14 % et 13 %. Ce constat est lié à la prégnance du sentiment d'insécurité en milieu urbain. Dans les communes rurales, 5 % des habitants se sentent en insécurité dans leur village, contre 15 % des habitants des grandes agglomérations. Au sein des villes, le sentiment d'insécurité est très élevé parmi les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)² (26 %).

En matière d'insécurité ressentie dans le quartier ou le village, les différences sont particulièrement marquées entre hommes (8 %) et femmes (14 %) et jeunes (14-29 ans, 15 %) et moins jeunes (9 %-11 %). Enfin, en lien avec les territoires où ils sont surreprésentés, la proportion de personnes se sentant en insécurité dans le quartier est plus élevée parmi les personnes au niveau de vie modeste (15 %), les chômeurs et inactifs hors retraités (17 %-18 %), les immigrés (15 %) et les descendants d'immigrés (14 %).

2 L'information sur les QPV n'étant pas disponible en 2019, les proportions présentées ici concernent l'année 2018.

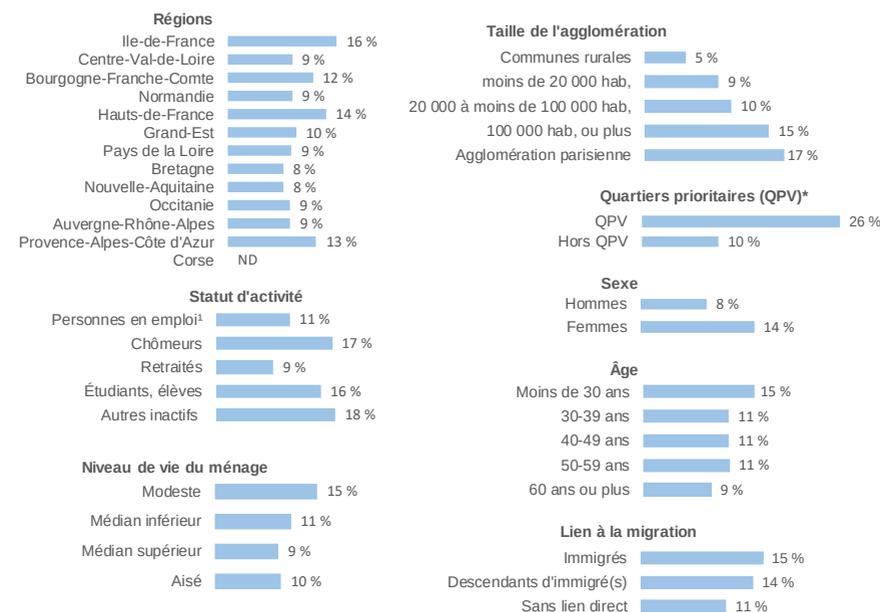
Personnes de 14 ans ou plus se sentant souvent ou de temps en temps en insécurité dans leur quartier ou leur village entre 2007 et 2019



Champ · Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine,

Sources · Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2007 - 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.

Insécurité dans le quartier ou le village selon les caractéristiques socio-démographiques et les caractéristiques du lieu de résidence en 2019



1, Y compris apprentis et stages rémunérés.

* L'information sur les QPV n'étant pas disponible en 2019, les proportions présentées ici concernent l'année 2018.

Note · ND = Non diffusable, l'effectif de victimes concernées dans l'échantillon est sous le seuil de diffusion.

Lecture · En 2019, 9 % des personnes âgées de 60 ans ou plus ont déclaré se sentir souvent ou de temps en temps en insécurité dans leur quartier ou leur village.

Champ · Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine,

Sources · Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.

En plus du recueil des différentes victimations, l'enquête « *Cadre de vie et sécurité* » consacre chaque année depuis son origine en 2007, une série de questions relatives à l'insécurité ressentie par les enquêtés à leur domicile, dans leur quartier ou leur village. À la question « *Vous arrive-t-il de vous sentir en insécurité à votre domicile ?* », 4 modalités de réponse sont proposées : « *oui souvent* », « *oui de temps en temps* », « *oui rarement* » ou « *non jamais* ». La réponse la plus fréquente est « *non jamais* ». Elle regroupe chaque année depuis 2007 environ 85 % des personnes âgées de 14 ans ou plus. Une proportion stable d'enquêtés (entre 7 % et 8 %) répondent chaque année « *oui rarement* ». Restent les personnes ayant répondu « *oui souvent* » ou « *oui de temps en temps* » considérées dans ce rapport comme les personnes se sentant en insécurité à leur domicile¹.

En 2019, 4,0 millions de personnes âgées de 14 ans ou plus de France métropolitaine ont déclaré se sentir souvent ou de temps en temps en insécurité dans leur domicile, soit 8 % de la population dans cette tranche d'âge. Le sentiment d'insécurité dans le domicile est relativement stable sur la période 2007-2018 et en légère baisse en 2019.

Les caractéristiques des personnes se sentant en insécurité à leur domicile sont différentes de celles qui se sentent

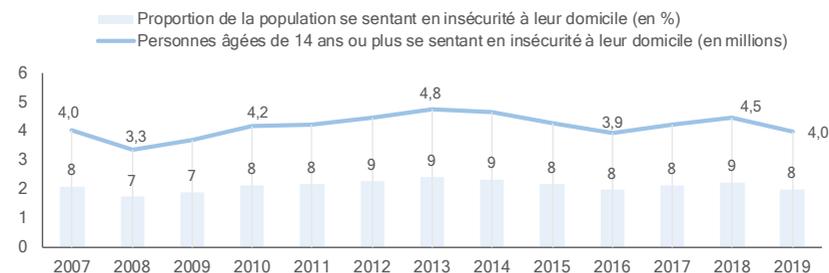
en insécurité dans le quartier. Le lieu d'habitation notamment est nettement moins discriminant. En 2019, ce sont les habitants des régions Grand-Est, Hauts-de-France et Bourgogne-Franche-Comté qui se déclarent le plus en insécurité au domicile par rapport à la moyenne nationale. Ailleurs sur le territoire, en ville comme à la campagne, le sentiment d'insécurité à domicile varie très peu. Néanmoins au sein des villes, le sentiment d'insécurité au domicile apparaît plus élevé parmi les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)² (12 %).

Malgré une très faible disparité territoriale, certaines catégories de population déclarent plus souvent que la moyenne se sentir en insécurité dans leur domicile : les femmes (10 %), les personnes au niveau de vie modeste (10 %), les chômeurs (11 %), les inactifs hors retraités et étudiants (ce qui inclut notamment les personnes au foyer et les invalides, 12 %) et les personnes immigrées (11 %). Le sentiment d'insécurité au domicile pourrait ainsi être le marqueur d'un sentiment de particulière vulnérabilité davantage que la perception d'un risque accru de victimation subi au domicile et lié à la délinquance.

1 Ce choix a un impact sur les niveaux d'insécurité affichés mais pas sur les évolutions. Ainsi aucun phénomène émergent n'est donc masqué par cette convention.

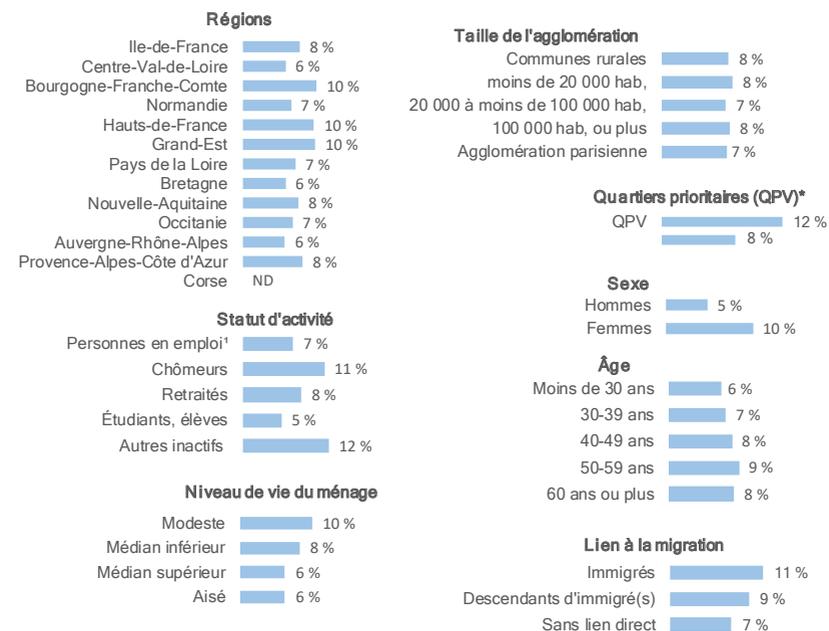
2 L'information sur les QPV n'étant pas disponible en 2019, les proportions présentées ici concernent l'année 2018.

Personnes de 14 ans ou plus se sentant souvent ou de temps en temps en insécurité à leur domicile entre 2007 et 2019



Champ · Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine, Sources · Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2007 - 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.

Insécurité au domicile selon les caractéristiques socio-démographiques et les caractéristiques du lieu de résidence en 2019



1, Y compris apprentis et stages rémunérés, * l'information sur les QPV n'étant pas disponible en 2019, les proportions présentées ici concernent l'année 2018. Note • ND = Non diffusable, l'effectif de victimes concernées dans l'échantillon est sous le seuil de diffusion. Lecture · En 2019, 8 % des personnes en emploi âgées d'au moins 14 ans ont déclaré se sentir souvent ou de temps en temps en insécurité à leur domicile. Champ · Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine, Source · Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.

En plus du recueil des différentes victimations, l'enquête « *Cadre de vie et sécurité* » consacre chaque année depuis son origine en 2007, une série de questions relatives à l'insécurité ressentie par les enquêtés à leur domicile, dans leur quartier ou leur village. À la question « *Dans la vie courante, vous arrive-t-il de renoncer à sortir seul(e) de chez vous pour des raisons de sécurité (y compris pour ne pas être importuné(e) ou à certaines heures) ?* », 4 modalités de réponse sont proposées : « *oui souvent* », « *oui parfois* », « *oui rarement* » ou « *non jamais* ». La réponse la plus fréquente est « *non jamais* ». Elle regroupe chaque année depuis 2007 environ 80 % des personnes âgées de 14 ans ou plus. Une proportion stable d'enquêtés (entre 7 % et 8 %) répondent chaque année « *oui rarement* ». Restent les personnes ayant répondu « *oui souvent* » ou « *oui parfois* » sur lesquelles se concentre la suite de cette rubrique¹.

En 2019, 5,7 millions de personnes âgées de 14 ans ou plus de France métropolitaine ont déclaré renoncer souvent ou parfois à sortir seules de chez elles pour des raisons de sécurité, soit 11 % de la population dans cette tranche d'âge. Ce comportement d'évitement lié à la perception de l'insécurité est relativement stable sur la période 2007-2019 couverte par l'enquête.

Les personnes qui renoncent à sortir de chez elles pour des raisons de sécurité se rencontrent plus fréquemment dans les territoires fortement urbanisés hors Paris et dans les régions Hauts-de-France et Pays de la Loire (14 % et 13 %). En 2019, 14 % des habitants des grandes agglomérations hors Paris ont ce type de comportement contre en moyenne 7 % des habitants des communes rurales. Au sein des villes, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)², c'est près d'un habitant sur cinq (19 %) qui déclare renoncer souvent ou parfois à sortir de chez lui pour des raisons de sécurité.

Les femmes sont largement plus concernées que les hommes (17 % contre 4 %). De même, la proportion de personnes renonçant à sortir de chez elles pour des raisons de sécurité est plus élevée parmi les jeunes et les seniors (13 % dans les deux cas) que parmi les populations d'âges intermédiaires (8 %-10 %), ce qui se reflète sur le lien avec le statut d'activité. Enfin, ce comportement d'évitement est plus fréquemment déclaré parmi les personnes au niveau de vie modeste (14 %).

1 Ce choix a un impact sur les niveaux de renoncement à sortir de chez soi affichés mais pas sur les évolutions. Ainsi aucun phénomène émergent n'est donc masqué par cette convention.

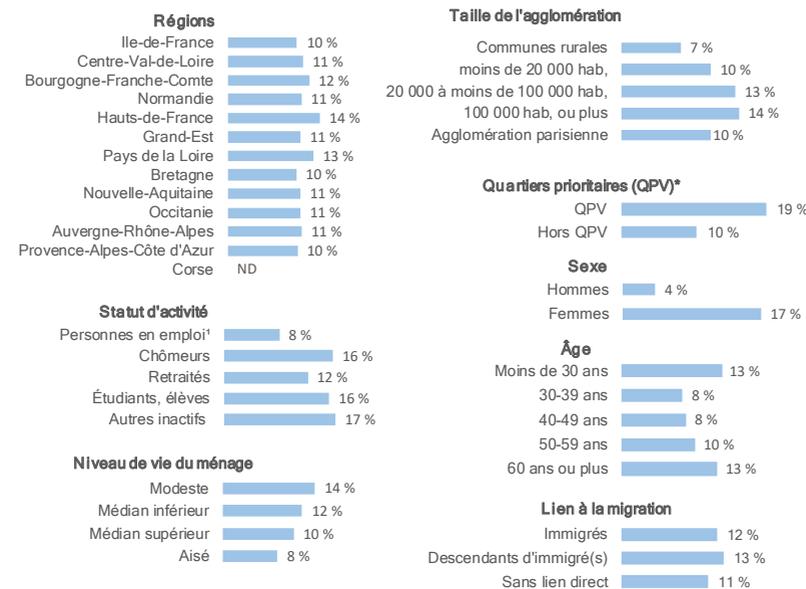
2 L'information sur les QPV n'étant pas disponible en 2019, les proportions présentées ici concernent l'année 2018.

Personnes de 14 ans ou plus renonçant souvent ou parfois à sortir seules de chez elles pour des raisons de sécurité entre 2007 et 2019



Champ : Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine.
Sources : Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2007 - 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.

Renoncement à sortir seul de chez soi pour des raisons de sécurité selon les caractéristiques socio-démographiques et les caractéristiques du lieu de résidence en 2019



1. Y compris apprentis et stages rémunérés.
* l'information sur les QPV n'étant pas disponible en 2019, les proportions présentées ici concernent l'année 2018.
Note • ND = Non diffusable, l'effectif de victimes concernées dans l'échantillon est sous le seuil de diffusion.
Lecture • En 2019, 12 % des personnes immigrées âgées d'au moins 14 ans ont déclaré renoncer souvent ou parfois à sortir seules de chez elles pour des raisons de sécurité.
Champ • Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine.
Sources • Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.

En plus du recueil des différentes victimations et des questions relatives à l'insécurité ressentie par les enquêtés à leur domicile, dans leur quartier ou leur village, l'enquête CVS consacre chaque année depuis son origine en 2007, une série de questions sur l'opinion des enquêtés concernant les problèmes touchant la société française en général, et leur quartier en particulier. À la question « De la liste des problèmes suivants, quels sont d'après vous les trois les plus préoccupants dans la société française actuelle ? », 8 modalités de réponse sont proposées (dans un ordre aléatoire) : le chômage, la pauvreté, la santé, le terrorisme, la délinquance, l'environnement, le racisme et la sécurité routière. Si deux ou trois modalités sont cochées, l'enquête est amené à désigner le problème qu'il trouve le plus préoccupant.

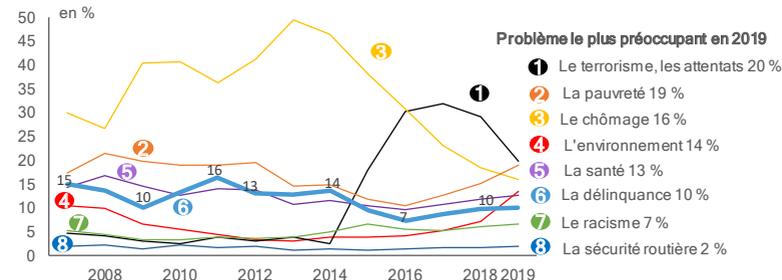
Avant 2016, le chômage était chaque année le problème en tête des préoccupations des personnes âgées de 14 ans ou plus de France métropolitaine, dans des proportions variables, allant de 27 % en 2008 à 49 % en 2013. Après le chômage, la pauvreté était le 2^{ème} du classement, citée selon les années par 12 % à 22 % des personnes. Sur la période 2007-2016, la délinquance arrivait, selon les années, devant ou derrière la santé en 3^{ème} ou 4^{ème} position, dans des proportions allant de 10 % à 16 %. À partir de l'année 2016, après les premiers attentats perpétrés en 2015 sur le sol métropolitain, la donne change. Le terrorisme, désigné comme le problème le plus préoccupant par moins de 5 % des personnes jusqu'en 2014, bondit à 30 % en 2016 et passe en tête du classement en 2017 où il se maintient en 2018. En 2019,

il reste le problème le plus préoccupant mais dans des proportions moindres (20 %). Depuis 2016, la proportion de personnes principalement préoccupée par la délinquance est plus basse que sur la période précédente mais augmente en 2018 pour la 2^{ème} année consécutive et se maintient en 2019 à 10 %.

La « préoccupation sécuritaire » hors attentats – mesurée comme la proportion de personnes ayant désigné la délinquance comme le problème le plus préoccupant de la société – est très peu influencée par les caractéristiques personnelles des répondants. Hommes ou femmes, quel que soit l'âge, le statut d'activité, le niveau de vie ou le lien à la migration, la proportion de personnes considérant la délinquance comme le problème le plus préoccupant de la société française est dans la moyenne, sauf parmi les étudiants et élèves où elle est plus faible (7 % en 2019). Le lieu d'habitation en revanche impacte légèrement les réponses : les personnes vivant en Île-de-France, Centre-Val-de-Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que celles vivant dans les quartiers prioritaires de la ville placent plus souvent que la moyenne la délinquance en tête des problèmes les plus préoccupants.

L'action de la police ou de la gendarmerie dans la société française en 2019 est jugée très satisfaisante ou satisfaisante pour 61 % des personnes âgées de 14 ans et plus vivant en France métropolitaine, peu ou pas du tout satisfaisante pour 31 %, les 8 % restant n'ayant pas d'opinion. Ces niveaux de satisfaction sont stables par rapport à 2018.

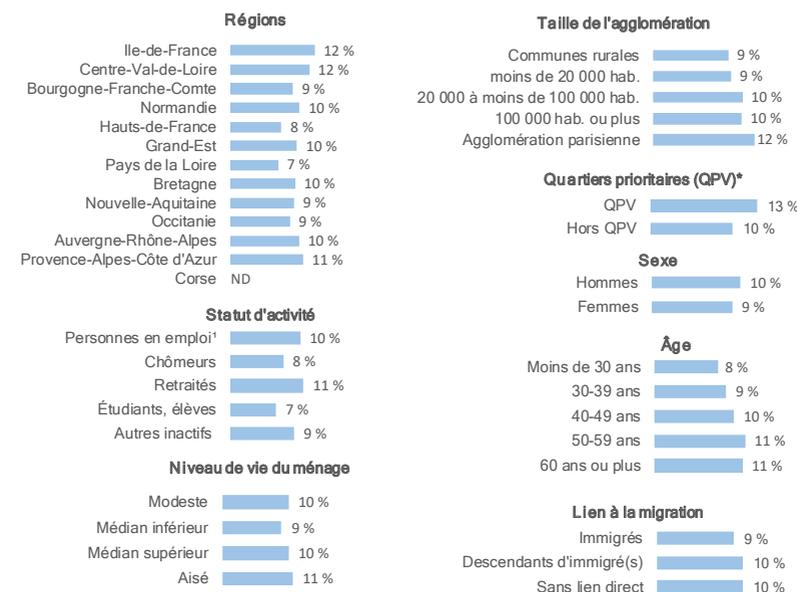
Problème le plus préoccupant dans la société française selon les personnes âgées de 14 ans ou plus entre 2007 et 2019



Champ • Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine.

Sources • Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2007 - 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.

Proportion de personnes âgées de 14 ans ou plus ayant déclaré que la délinquance est le problème le plus préoccupant dans la société française selon les caractéristiques socio-démographiques et les caractéristiques du lieu de résidence en 2019



1. Y compris apprentis et stages rémunérés.

* l'information sur les QPV n'étant pas disponible en 2019, les proportions présentées ici concernent l'année 2018.

Note • ND = Non diffusable, l'effectif de victimes concernées dans l'échantillon est sous le seuil de diffusion.

Lecture • En 2019, 9 % des personnes immigrées âgées d'au moins 14 ans ont déclaré que la délinquance était le problème le plus préoccupant de la société française.

Champ • Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine.

Sources • Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.

En plus du recueil des différentes victimations et des questions relatives à l'insécurité ressentie par les enquêtés à leur domicile, dans leur quartier ou leur village, l'enquête « *Cadre de vie et sécurité* » consacre chaque année depuis son origine en 2007, une série de questions sur l'opinion des enquêtés concernant les problèmes touchant la société française en général, et leur quartier en particulier. À la question « *Selon vous, votre quartier ou votre village est-il concerné par les problèmes suivants ?* », 9 modalités de réponse sont proposées (dans un ordre aléatoire) : les transports inadaptés, la délinquance, la pollution, le bruit, le manque d'animations, le manque d'équipements, l'environnement dégradé, les dangers de la circulation et la mauvaise réputation. Si plusieurs modalités sont cochées, l'enquêté est amené à désigner le problème qu'il trouve le plus important.

Entre 2007 et 2019, une personne sur six à une personne sur cinq considère que leur quartier ou leur village n'est concerné par aucun des problèmes listés dans l'enquête. Le classement des différents problèmes dans le quartier ou le village est très stable sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête. Les dangers de la circulation sont loin en tête de ce classement. Ils sont désignés comme le problème le plus important de leur quartier ou de leur village, selon les années, par 21 % à 24 % des personnes âgées de 14 ans ou plus. La délinquance arrive, selon les années, devant ou derrière les transports inadaptés en 2^{ème} ou 3^{ème} position (sauf en 2008), dans des proportions allant de 9 % à 12 %. La pollution, le bruit et le manque d'animations sont cités chacun par 6 % à

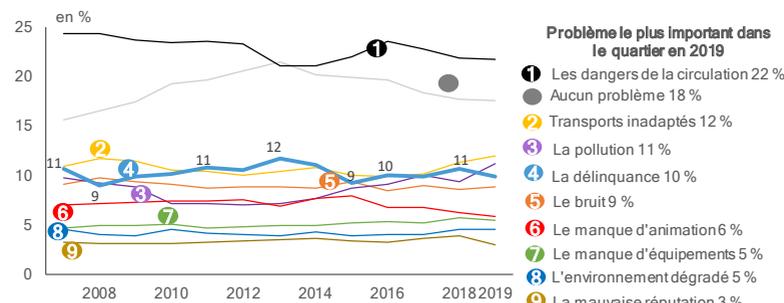
11 % de la population et les autres items, manque d'équipements, environnement dégradé et mauvaise réputation par 5 % ou moins.

En 2019, 10 % des personnes âgées de 14 ans ou plus considèrent que la délinquance est le problème le plus important de leur quartier ou leur village. Cette proportion varie fortement selon les caractéristiques du lieu de résidence et aussi selon les caractéristiques personnelles des répondants. Elle est notamment plus élevée en Île-de-France, Pays de la Loire, Hauts-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle augmente avec le degré d'urbanisation, de 4 % dans les communes rurales à 15 % dans l'agglomération parisienne. Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)¹, 26 % des habitants considèrent que la délinquance est le problème le plus important de leur quartier. Enfin, en lien avec les territoires où ils sont surreprésentés, la proportion de personnes désignant la délinquance comme problème le plus important du quartier est plus élevée parmi les personnes au niveau de vie modeste (13 %), les chômeurs et inactifs hors retraités (13 %-17 %) et les immigrés (13 %).

L'efficacité de l'action de la police ou de la gendarmerie en matière de lutte contre la délinquance dans le quartier est jugée très efficace ou efficace pour 48 % des personnes de 14 ans et plus vivant en France métropolitaine, peu, voire pas du tout efficace pour 21 %, les 31 % restant n'ayant pas d'opinion.

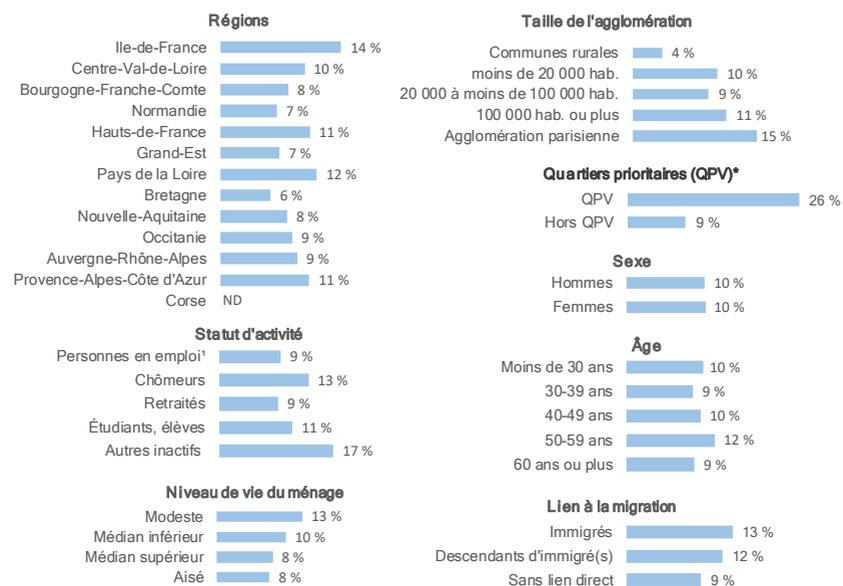
1 L'information sur les QPV n'étant pas disponible en 2019, les proportions présentées ici concernent l'année 2018.

Problème le plus important dans le quartier ou le village selon les personnes âgées de 14 ans ou plus entre 2007 et 2019



Champ • Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine.
Sources • Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2007 - 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.

Proportion de personnes âgées de 14 ans ou plus ayant déclaré que la délinquance est le problème le plus important dans leur quartier ou village selon les caractéristiques socio-démographiques et les caractéristiques du lieu de résidence



1. Y compris apprentis et stages rémunérés.
* L'information sur les QPV n'étant pas disponible en 2019, les proportions présentées ici concernent l'année 2018.
Note • ND = Non diffusable, l'effectif de victimes concernées dans l'échantillon est sous le seuil de diffusion.
Lecture • En 2019, 14 % des habitants de la région parisienne âgés d'au moins 14 ans ont déclaré que la délinquance était le problème le plus important dans leur quartier.
Champ • Personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine.
Sources • Enquêtes Cadre de vie et sécurité 2019, Insee-ONDRP-SSMSI; traitements SSMSI.